



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-32051>

Département(s) de publication : 51

Annonce n° 24-32051

Services

Section 1 - Identification de l'acheteur

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur : Région Grand Est

Correspondant : Région Grand Est

Adresse : 1 place Adrien Zeller, 67067 Strasbourg

Coordonnées :

Téléphone : 0387616610

Courriel : nepasrepondre@grandest.fr

Adresse internet : <https://www.grandest.fr/>

Adresse internet du profil d'acheteur : <http://grandest.marches-publics.fr>

Section 2 - Description du marché

Objet du marché : Mission SPS relative à la construction du nouveau Centre Européen de Biotechnologie et de Bioéconomie CEBB à Reims (Pomacle-Bazacourt)

Lieu d'exécution : CEBB Pomacle-Bazancourt, 51100 REIMS POMACLE

Section 3 - Caractéristiques du marché

Caractéristiques principales : La biotechnologie et la bioéconomie, domaines d'excellence de la Région Grand Est et du Grand Reims, sont les axes majeurs d'un projet de territoire qui vise une place de leader européen dans ce domaine. Aujourd'hui, cette excellence se matérialise notamment au sein de l'actuel Centre Européen de Biotechnologie et Bioéconomie (CEBB) implanté à Pomacle-Bazancourt au sein de la plate-forme industrielle. Le bâtiment, qui avait vocation à regrouper lors de sa création, les équipes d'AgroParistech, de CentraleSupélec, de l'URCA et de NEOMA BS, est à la confluence de la recherche, de l'innovation et de l'écosystème industriel. Les surfaces disponibles ne permettent plus d'accueillir, dans de bonnes conditions, de nouveaux utilisateurs et freinent l'élargissement des activités existantes et le développement de nouvelles activités comme les start'up/tiers lieux. En ce sens, le CEBB doit évoluer et s'installer dans un nouvel équipement capable d'amplifier son rôle d'animateur de l'écosystème global et régional dédié à la bioéconomie, contribuant au rayonnement international du Grand Est. L'opération comprendra : - L'aménagement de la parcelle affectée au projet sur le site du Reims Bioeconomy Park (VRD, aménagements paysages, stationnements, éclairages, clôtures et portails, réseaux sur parcelle, transformateur etc.) ; - La construction des nouveaux locaux du Centre Européen de Biotechnologie et de Bioéconomie ; - L'aménagement de ces

locaux (mobiliers, signalétique, socles d'équipements etc.). Cette opération vise un objectif d'environ 4500m² de surfaces utiles comprenant notamment : - Des locaux d'accueil (hall, cafétéria etc.) ; - Des bureaux, individuel, collectifs et partagés ; - Des salles de réunions ; - Des ateliers ; - Des laboratoires ; - Des ateliers ; - Une halle technologique ; - Des locaux techniques

Refus des variantes.

Section 4 - Durée du marché ou délai d'exécution

44 mois à compter de la notification du marché.

Section 5 - Conditions relative au marché

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'entrepreneurs, de fournisseurs ou de prestataires de services : En cas d'attribution à un groupement, l'acheteur se réserve le droit d'imposer le groupement solidaire

Unité monétaire utilisée, l'euro.

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature en complément de celles faites en français : français

Section 6 - Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire
- Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il est en règle, au cours de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, au regard des articles L. ;5212-1, L. 5212-2, L. 5212 5 et L. 5212-9 du code du travail, concernant l'emploi des travailleurs handicapés
- Si le candidat est établi en France, une déclaration sur l'honneur du candidat justifiant que le travail est effectué par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. ;1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du code du travail (dans le cas où le candidat emploie des salariés, conformément à l'article D. 8222-5-3° du code du travail)
- Si le candidat est établi ou domicilié à l'étranger, une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il fournit à ses salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l'article R. 3243-1 du code du travail, ou des documents équivalents

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique
- Indication des titres d'études et professionnels des cadres de l'entreprise et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché
- Formulaire DC1, Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses co-traitants (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)

- Formulaire DC2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>)
- Formulaire DC 4, Déclaration de sous-traitance (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat-dc1-dc2-dc3-dc4>)
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (formulaire NOT11) :

- Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail
- Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus
- Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays
- Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté

Section 7 - Critères d'attribution

Offre économiquement la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- La valeur technique : 60%
- Prix : 40%

Section 8 - Mode de passation du marché

Type de procédure : procédure adaptée

Section 10 - Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 18/04/2024 à 12:00

Délai minimum de validité des offres : 4 mois à compter de la date limite de réception des offres.

Section 11 - Autres renseignements

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur / l'entité adjudicatrice :

2024M0142

Renseignements complémentaires : Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info> Code NUTS : FRF23 Conditions et mode de paiement pour obtenir les documents contractuels et additionnels : Documents payant : NON Marché périodique : NON Calendrier prévisionnel de publication des prochains avis :Le marché s'inscrit dans un projet /programme financé par des fonds communautaires : OUI Références du ou des projet(s) et / ou programme(s) : Opération bénéficiant de fonds européens Les personnes morales sont tenues

d'indiquer les noms et qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de la prestation : OUI Marchés réservés : NON La prestation est réservée à une profession particulière : Oui Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51038 67070 Strasbourg Tél : 0388212323 Fax : 0388364466Mel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours : Tribunal administratif de Strasbourg, 31, avenue de la Paix, BP 51038 67070 Strasbourg Tél : 0388212323 Fax : 0388364466Mel : greffe.ta-strasbourg@juradm.fr

Section 12 - Adresses complémentaires

Adresse auprès de laquelle des renseignements d'ordre administratif et technique peuvent être obtenus :

Coordonnées :

Courriel : Chalons.achat.travaux@grandest.fr

Adresse internet : <http://grandest.marches-publics.fr>

Adresse auprès de laquelle des renseignements complémentaires peuvent être obtenus : Châlons - Pôle Travaux et prestations annexes

Coordonnées :

Courriel : Chalons.achat.travaux@grandest.fr

Adresse internet : <http://grandest.marches-publics.fr>

Section 14 - Informations complémentaires

Date d'envoi du présent avis à la publication : 18/03/2024